Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

HARIS SEPTEMBRE 2026

N°22

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques (HARIS)

N° 022 Septembre 2026

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 **i.ISSN 3106-4914**

Indexations internationales

https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris

Scientific Journal Impact Factor

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23388

auréHAL
accès aux données de référence de HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412

Administration de la Revue

Directeur Scientifique : Professeur M'BRA EKANZA Simon-Pierre (Professeur Emérite du CAMES, Université Félix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication : CAMARA Moritié (Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction : KOUAKOU N'DRI Laurent (Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Coordonnateur de Publication : SILUE Nahoua Karim (Maitre de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth (Maître-assistante en Histoire économique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO Zana (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Péleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou Kouadio Sanguen (Assistant Département de Mathématique et Informatique, Université Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO), Université Alassane OUATTARA)

Website : http://www.revue-haris.org
Courriels : cerriuao01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com

Comité Scientifique

-**M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Jean-Noël LOUCOU,** Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**Francis AKINDES,** Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-**SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies - Tunisie)

-**Ousseynou Faye,** Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Samba Diakité,** Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-**ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**GBODJE Sékré Alphonse,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**Syrius AHMADI**, Professeur de Géopolitique (Université Tabbiath Modares de Téhéran- République Islamique d'Iran)

- **Marie Miran-Guyon**, Maitresse de Conférences HDR (École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris France)

Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquiel**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAO BI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**POZUELO Yvan,** Professeur d'Histoire Contemporaine, spécialiste de la Franc-Maçonnerie au CIFP Hosteleria y Tourismo (Gijon- Espagne)

-Léo Montaz, Chargé de Recherche, Institut d'Ethnologie (Université de Neuchatel, France)

Adresse aux auteurs

La Revue HARIS parait 4 fois dans l'année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions. Si un numéro doit porter sur un thème précis, cela sera communiqué sur le site de la revue six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue http://www.revue-haris.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.

Sommaire

KOFFI Brou Dieudonné & Tiranké Ibrahima Kalil SACKO
Souveraineté et relations internationales : L'Alliance des États du Sahel et la recomposition des partenariats internationaux 10-22

Daniel Akpolê Koffi YAO
Lecture métaphysique des relations internationales : La triangulation comme méthode d'analyse.....23-35

DIOMAND Aïkpa Benjamin
Le Droit International contemporain à l'épreuve de la conception Marxienne du Droit.....36-47

SERIKPA Gnabro Harding
Les Organisations Non Gouvernementales et la coopération humanitaire comme instruments du Soft Power russe en Asie Centrale postsoviétique (1991-2022) 48-62

BOLOU Bi Sery Anguipla Ange Junior
L'État libéral : Une critique de la neutralité procédurale à la lumière de Charles Taylor.....63-75

Abdoulaye BAMBA & Kouakou Joël KOUASSI
L'Accord de Cotonou : Entre revitalisation et limites des Etats ACP à conduire des négociations (2000-2002) 76-90

ZOUZOU Kouassi Noel
Migration et intégration régionale : Une longue tradition de coopération économique par le bas à travers le cas ivoirien.....91-105

IRIÉ Bi Irié Jean-Marc
Patrimoine spolié : Le bras de fer mémoriel entre l'Afrique et l'Europe.....106-117

Aristide EDZEGUE MENDAME & Jary Herrlich OBORO NTE
Les limites du tropisme militaro-sécuritaire de la coopération sécuritaire régionale et internationale dans le Golfe de Guinée (1990-2023) 118-130

Diamane DIOUF
Les défis de la lutte contre la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée : Analyse des causes, de l'évolution du phénomène et des perspectives d'éradication.....131-146

Mohamed Lamine MANGA
Colonisation et nationalisme en Guinée-Bissau (1897-1963).....147-162

YAO Kouadio Abel
La diplomatie de suivi en temps de crise : Le cas de la Côte d'Ivoire (2002-2011).....163-172

DIBY Kouadio Jean & KEAROU Detehon Ange Flavy
Les fondements de la politique de développement économique de l'Allemagne Wilhelmienne de 1890 A 1914.....173-185

FAMOUSSA Coulibaly
La Charte des Nations Unies face aux mutations géopolitiques actuelles : Entre montée de l'unilatéralisme et fragilisation de la sécurité collective.....186-201

Arsène Brice BADO
Qui fixe l'Agenda ? Influence des partenaires techniques et financiers étrangers sur les activités des organisations de la Société Civile en Côte d'Ivoire.....202-220

Albert WANVOESSO & Cossi Basile MEDENOU & Miré Germain PALE
La deportación de los negros esclavos al Nuevo Mundo: ¿Problema u oportunidad para el desarrollo de América ?.....221-232

TRAORÉ Moustapha
Der Bau und die modernisierung des hafens von San Pedro: Ein beispiel für internationale zusamenarbeit mit deutscher beteiligung für eine infrastruktur regionaler bedeutung.....233-252

N'Goran Alphonsine KAMENAN épouse GARCÍA & Konan Pacome YAO
La inmigración internacional en España de 2016 à 2026 : una perspectiva económica: 253-269

Dogba Léonce BAWA
El fracaso de la revolución bolivariana y el secuestro de Maduro.....270-285

KONE Yacouba & Logbou Kousso Marie Flora GOSSAN
Espaces et empruntes des femmes fortes durant les conquêtes arabes de 622 à 675.....286-297

Sibiri BAMBA
Nasrul Ilm : Trajectoire et stratégie de déploiement d'un soufisme transnational en Côte d'Ivoire (1994-2023) 298-311

Konan Parfait N'GUESSAN & Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN
L'Église et la construction des empêchements de mariage pour parenté en Occident au haut Moyen-Age.....312-326

Dr Mamady BAMBA
De l'Agriculture coloniale à la planification socialiste de l'Agriculture en Guinée : Ruptures ou continuités ? 327-336

Rokiatou BAMBA
La mondialisation dans la presse numérique ivoirienne : Cas de la campagne présidentielle de 2025.....337-356

Clotaire Claver OKOUYA
Gentrification et transformation du paysage urbain de Poto-Poto à Brazzaville (République du Congo) 357-374

BROU Kamenan Marcel & KOUKOUNON Wilfried Gautier & CISSE Fatoumata
Conséquences socio-économiques des accidents hydromorphologiques de 2020 sur l'axe Adjamé-Zoo.....375-386

YÉO Watagaman Paul & YÉO Siriki & YEO Yakatienguelpou
Accès à l'eau, revenus féminins et tensions agropastorales autour des barrages de la sous-préfecture de Karakoro (Nord de la Côte d'Ivoire) 387-403

BOCOUM Moussa Fadiala
Évaluation des politiques de gestion de la forêt classée de Sounsan...404-416

KONE Soulemane
La laudation dans *la Ronde des Jours* de Bernard Dadié et *Refrains sous le Sahel* de Pacéré TiTinga : Une poétique de la célébration de l'identité Africaine.....417-429

LA INMIGRACIÓN INTERNACIONAL EN ESPAÑA DE 2016 A 2026: UNA PERSPECTIVA ECONÓMICA

N'Goran Alphonsine KAMENAN épouse GARCÍA
Enseignante-Chercheure, Département d'Espagnol, Université Alassane Ouattara / kamalpho2006@yahoo.fr

Konan Pacome YAO
Enseignant-Chercheur, Département d'Espagnol, Université Alassane Ouattara/ pacomekonan@hotmail.com

Resumen
El presente artículo aborda la situación económica de los inmigrantes en España en la última década. Ofrece también una comparativa con coyunturas anteriores para vislumbrar la evolución del fenómeno. El objetivo de nuestro análisis es comprobar si la inmigración actual corresponde a una fase más desarrollada de la vivida en periodos anteriores o si bien tiene particularidades que la diferencian de estos. Los datos arrojan un resultado nítido: al no haber cambiado las motivaciones de las migraciones, relativas siempre al mercado laboral, tampoco han cambiado las dinámicas generales de la inmigración. Los cambios son contingentes o superficiales. El método de análisis que hemos utilizado para realizar este estudio consiste en realizar un análisis profundo de la bibliografía que se ha ocupado de las coyunturas anteriores, para posteriormente servirnos de fuentes primarias oficiales en el estudio de las realidades actuales. Así, se realiza una comparativa entre las dinámicas del periodo 1986-2016 y las de la década que va desde 2016 a 2026. También analizamos las conclusiones de los autores consultados y verificamos si siguen teniendo validez en la actualidad.
Palabras clave: inmigración, mercado laboral, regularización, desempleo, remesas, empleo informal, terciarización.

L'IMMIGRATION INTERNATIONALE EN ESPAGNE DE 2016 À 2026 : UNE PERSPECTIVE ÉCONOMIQUE

Résumé
Cet article aborde la situation économique des immigrés en Espagne au cours de la dernière décennie. Il propose également une comparaison avec les périodes antérieures afin de mettre en évidence l'évolution du phénomène. L'objectif de notre analyse est de déterminer si l'immigration actuelle correspond à une phase plus développée de celle observée au cours des périodes précédentes, ou si elle présente des particularités qui la distinguent de ces dernières. Les données font apparaître un résultat clair : les motivations des migrations étant demeurées liées au marché du travail, les dynamiques générales de l'immigration n'ont pas non plus fondamentalement changé. Les transformations observées sont essentiellement contingentes ou superficielles. La méthode d'analyse adoptée repose sur une étude approfondie de la bibliographie consacrée aux périodes antérieures, complétée par l'exploitation de sources primaires officielles pour l'analyse des réalités actuelles. Une comparaison est ainsi établie entre les dynamiques de la période 1986-2016 et celles de la décennie 2016-2026. Nous analysons également les conclusions des auteurs consultés afin de vérifier dans quelle mesure elles demeurent valables aujourd'hui.
Mots-clés : immigration, marché du travail, régularisation, chômage, envois de fonds, emploi informel, tertiairisation.

INTERNATIONAL IMMIGRATION IN SPAIN FROM 2016 TO 2026: AN ECONOMIC PERSPECTIVE

Abstract

This article examines the economic situation of immigrants in Spain over the past decade. It also provides a comparison with previous periods in order to shed light on the evolution of the phenomenon. The aim of our analysis is to determine whether current immigration represents a more advanced phase of the patterns experienced in previous periods or whether it has distinctive characteristics that set it apart from them. The data yield a clear result: since the motivations underlying migration have not changed, remaining consistently linked to the labor market, the general dynamics of immigration have not changed either. The changes observed are contingent or superficial in nature. The methodology employed in this study consists of an in-depth review of the literature addressing previous periods, followed by the use of official primary sources to examine current conditions. Accordingly, we compare the dynamics of the 1986-2016 period with those of the decade from 2016 to 2026. We also examine the conclusions reached by the authors consulted and assess whether they remain valid today.

Keywords: immigration, labor market, regularization, unemployment, remittances, informal employment, tertiarization.

INTRODUCCIÓN

El presente artículo tratará de abordar las inmigraciones desde un punto de vista económico, centrándose en esta dimensión de las mismas, desde sus causas hasta sus consecuencias, pasando por sus rasgos fundamentales. El marco espacio-temporal en que se estudiará este fenómeno se limita al Estado español y al periodo de tiempo que va desde 2016 hasta la actualidad, los últimos diez años. Se ha elegido este espacio por tener España unas características inmigratorias muy específicas.

Nos hemos limitado a hacer un estudio general del territorio español, aunque el fenómeno inmigratorio afecta de manera muy dispar a las diferentes regiones del territorio; el fenómeno reviste una gran importancia para la economía española en su conjunto. El periodo de tiempo abordado se debe a dos circunstancias. En primer lugar, ya existe una amplia literatura que ha abordado el periodo previo. En segundo lugar, 2016 es el año en el que España recuperó el saldo migratorio positivo, tras haberlo perdido en 2012.

La inmigración es un fenómeno que impacta drásticamente la demografía y la economía españolas, y más particularmente sobre el mercado de trabajo, debido a dos circunstancias. Primero, las bajas tasas de natalidad apuntan a un envejecimiento de la mano de obra que amenaza con hacer insostenible el sistema de pensiones dentro de pocos años, según el Ministerio de Trabajo y Economía Social (MITES, 2026).

La edad promedio de los españoles ronda los 45 años y la tasa de fecundidad es de 1,12 hijos por mujer en edad fértil, según el Instituto Nacional de Estadística (INE, 2026). La inmigración corrige este fenómeno. Segundo, una de las consecuencias de lo anterior es que el mercado laboral español sufre una importante escasez de mano de obra no cualificada, lo cual encarece muchos puestos de trabajo de carácter esencial (MITES, 2026). Consideramos que actualmente se está viviendo un nuevo auge de los flujos inmigratorios en España, que tendrán repercusiones profundas y consideramos que algunos aspectos ya estudiados por la bibliografía deben ser actualizados a la realidad actual.

Por tanto, creemos que la pregunta más pertinente es la siguiente: ¿Responden las migraciones actuales a dinámicas diferentes a las que se dieron en el periodo 1986-2008? Por nuestra parte, partimos de la hipótesis de que las actuales migraciones son una versión desarrollada de los fenómenos migratorios de la historia reciente. El objetivo de este estudio es ver si las dinámicas que se observaban en la coyuntura 1986-2008 por un lado y las que se han visto en la coyuntura 2016-2025, por otro, siguen estando presentes y se siguen desarrollando en 2026.

La metodología que hemos seguido en este trabajo, no pretende ofrecer un seguimiento de la evolución de la inmigración en España porque la bibliografía ya lo ha hecho recientemente. En lugar de eso, se ofrece una fotografía del fenómeno inmigratorio visto desde varios prismas, pero siempre con carácter económico. Hemos recurrido al método comparativo de manera continua, analizando primero las fuentes secundarias que trabajan con las mismas fuentes primarias que nosotros, para luego analizar las fuentes primarias en su versión actualizada y comparar los datos con los hallados por nuestros predecesores.

La bibliografía consultada para la elaboración del presente estudio ha sido amplia, abordando fuentes

terciarias y secundarias, que van desde 2001 hasta 2023 y cada una de las cuales profundiza en un aspecto concreto diferente. En lo que se refiere a las fuentes primarias, hemos recurrido al Instituto Nacional de estadística (INE), particularmente a la Encuesta de Población Activa (EPA), con datos de 2026, a las Estadísticas del Padrón Continuo y al Censo anual de población de 2025, el más reciente cuyos datos están disponibles. Paralelamente, nos hemos servido del análogo Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía para los datos tocantes a esta región.

El presente estudio se articula en tres partes. La primera parte aborda la relación de los inmigrantes con su origen geográfico e histórico. La segunda parte se ocupa de la relación entre los inmigrantes y el mercado laboral. Por último, la tercera parte estudia la relación entre estos y el régimen fiscal.

1.RELACIÓN ENTRE LAS INMIGRACIONES Y SU ORIGEN HISTÓRICO Y GEOGRÁFICO

1.1. Evolución histórica reciente de los flujos inmigratorios en España

España es un país involucrado profundamente en los distintos flujos migratorios que, a lo largo de la historia, se han ido produciendo. La que había sido la dinámica migratoria general durante siglos, cambiaría radicalmente desde que España ingresara en la Comunidad Económica Europea (CEE) en 1986. España se sumó a los llamados "países desarrollados" y, con ello, sus dinámicas migratorias se verían rápidamente revertidas. (A. López Ontiveros, 2003).

A partir de este momento, España se convertirá en un país receptor de migrantes. Lo será cada vez con más intensidad. El flujo de migrantes hacia el territorio español ha ido en aumento desde entonces, alcanzando su máximo histórico en la actualidad (7.268.900), según el INE (2026). La inmigración ha venido variando en función, sobre todo, de los vaivenes económicos, pero con una dinámica general de crecimiento. Teniendo dos momentos de saldo migratorio ampliamente positivo, el primero a principios de la década de los 2000 y el segundo en la actualidad. Por el contrario, tan solo ha tenido un periodo de saldo migratorio negativo, el que se extiende desde 2012 hasta 2016, como fruto de la gravísima crisis económica de 2008. (J. A. Valero-Matas et al., 2014, p. 12).

J. A. Valero-Matas et al. (2014, p.12) se han preguntado cuál fue el efecto de la crisis de 2008 sobre las comunidades migrantes, llegando a conclusiones interesantes. La primera, que la crisis produjo un importante cese de llegadas de migrantes nuevos a territorio español, pero no una salida masiva de los migrantes ya instalados.

La segunda es que, siendo las migraciones en general un fenómeno tradicionalmente dominado por el elemento masculino, y no siendo la España de los años 2000 una excepción, la crisis fue sufrida más intensamente por los migrantes varones que por las migrantes mujeres. Esto se debe, según J. A. Valero-Matas et al. (2014, p. 18), a que las mujeres se dedicaban, por una parte, a trabajos más ligados a los cuidados humanos, de los que los empleadores podían prescindir más difícilmente y, por otro lado, a que estas mismas actividades son más accesibles al trabajo autónomo, sin necesidad de ingresar en ninguna empresa más o menos grande, que pueda verse en la necesidad de desembarazarse de su mano de obra ante las dificultades económicas.

Según J.A. Valero-Matas et al. (2014) el nivel de desempleo ha sido siempre más alto entre los inmigrantes que entre los españoles desde la década de 1980.

En 2008, la tasa de desempleo entre los inmigrantes rondaba el 21,3%, mientras que, en 2013, en el punto álgido de la crisis, llegó a 36,5%, valores muy altos con respecto a los nativos (J. A. Valero-Matas et al., 2014, p. 18). Esta realidad tendrá unos efectos importantes sobre el conjunto de la sociedad española y más particularmente sobre las migrantes.

A partir de 2016, el monto de inmigrantes que ingresaban en territorio español se recuperó progresivamente. La pandemia de la Covid-19, que afectó fundamentalmente en 2020, está por estudiar en su impacto sobre la demografía española. Los datos más recientes con que contamos se refieren al ejercicio 2022, tanto para el Padrón Municipal Continuo (Instituto Nacional de Estadística [INE], 2022) como para el Anuario Estadístico de Andalucía (Instituto de Estadística y Cartografía de Andalucía [IECA], 2022).

1.2. Distribución laboral de los inmigrantes en función de su origen

Un análisis somero de la división del trabajo de los inmigrantes en función de su origen arroja resultados esclarecedores acerca de la relación que existe entre ciertos modelos migratorios y la procedencia geográfica de las personas. Observemos detenidamente los resultados que ofrece el INE al respecto.

Resultados nacionales				
Activos				
Activos por nacionalidad, sexo y sector económico				
Unidades: Miles Personas				
	Extranjera: Unión Europea	**Extranjera: Resto de Europa**	**Extranjera: América Latina**	**Extranjera: Resto del mundo y apátrida[1]**
	2026T1	**2026T1**	**2026T1**	**2026T1**
Hombres				
Agricultura	28,4	2,6	29,2	146,3
Industria	69,5	16,2	122,5	80,5
Construcción	93,1	30,6	207,8	102,4
Servicios	349,8	84,8	464,2	291,5
Parados que han dejado su último empleo hace más de 1 año	7,9	5,6	21,9	35,2
Parados que buscan primer empleo	3,3	5,0	11,8	10,4
Mujeres				
Agricultura	24,7	4,0	7,9	21,3
Industria	54,4	8,0	50,4	19,4
Construcción	10,5	0,5	9,0	0,5
Servicios	432,7	129,6	830,4	233,0
Parados que han dejado su último	31,6	16,7	56,3	44,6

[1] Los dos colectivos principales aquí son los africanos y los chinos, pero como salvo en los servicios estos son muy escasos, nos referiremos a este grupo como "africanos".

empleo hace más de 1 año				
Parados que buscan primer empleo	3,8	1,9	18,7	18,4

Fuente: elaboración propia a partir de la EPA (INE, 2026)[2]

Empezando por la agricultura, observamos que el dato destacado es el de varones africanos, que supera con creces a todos los demás colectivos. Entre las mujeres, las africanas no siguen siendo mayoría, con cifras muy menores a los varones. Las mujeres comunitarias ocupan el primer puesto, debido a mujeres de la Europa oriental: Rumania y Bulgaria fundamentalmente (L. Camarero y R. Sampedro, 2023, p. 8), con unas 3000 personas más que las anteriores.

En industria, los hombres latinoamericanos son el grupo mayoritario, seguidos de lejos por los africanos y aún más por los comunitarios. Entre las mujeres, las cifras son más parejas entre comunitarias y latinoamericanas, no así entre las africanas, que son sensiblemente menos numerosas. Este fenómeno llama la atención. Entre los comunitarios dedicados a la industria, la diferencia entre hombres y mujeres es poca.

Entre los latinoamericanos, los hombres son más del doble de las mujeres, y entre los africanos, son el cuádruple. En primer lugar, hay que tener en cuenta que la inmigración africana tiene un carácter marcadamente masculino, particularmente entre los países del África negra, puesto que la comunidad marroquí, que como ya se ha dicho es la más numerosa, presenta un 60% de mujeres en 2026 (Ministerio de Trabajo y Economía Social, 2026).

Estos datos se corresponden con lo que ya se observó en A. López Ontiveros (2001, p. 236) al trazar la existencia de dos modelos migratorios, el almeriense, de carácter agrícola con inmigración africana, y el malagueño, de carácter terciario con inmigración latinoamericana.

En lo que se refiere a la construcción, se trata de un sector ampliamente dominado por los varones de todos los orígenes. El grupo más presente es el de latinoamericanos varones, ante el cual el número de mujeres es totalmente marginal. El segundo grupo son los africanos varones y, por debajo, el de comunitarios varones.

Abordando el sector servicios, la distribución es muy diferente a lo anterior. Vemos que es el sector que más personas emplea en términos globales, como ya ocurría con los españoles en la tabla anterior. El grupo más numeroso es el de mujeres latinoamericanas, con casi el doble de efectivos que el segundo grupo, los hombres latinoamericanos. Existe, pues, una clara relación entre la inmigración latinoamericana y el trabajo terciario.

Entre los otros orígenes, destacamos las mujeres comunitarias y los hombres comunitarios, que presentan una distribución similar a la de los latinoamericanos, pero inferiores en número.

No solamente son mayoría entre los extranjeros empleados en el sector más importante de la economía

[2] Los parados que han dejado su último empleo hace 12 meses o menos, se clasifican por el sector económico correspondiente a dicho empleo. Las personas de doble nacionalidad son las que, además de la nacionalidad española, tienen otra nacionalidad (extranjera). Al igual que los activos de nacionalidad española, sólo se consideran a los de nacionalidad extranjera que habitan en viviendas familiares.

española, sino que además mantienen una presencia importante en la industria y la agricultura, en menor medida. El sector servicios es además el único en el que las mujeres africanas se acercan en número a los hombres, siendo en el resto de sectores muy acusada la diferencia.

Ahora, en lo referente a las personas que perdieron su empleo en los últimos 12 meses, vemos que el grupo más numeroso es el de mujeres latinoamericanas, el segundo el de mujeres africanas, el tercero el de hombres africanos y el cuarto el de mujeres comunitarias. El resto de grupos se halla muy por debajo. Las mujeres latinoamericanas activas son sensiblemente más numerosas que las de otras nacionalidades, las que están empleadas, lo están mayoritariamente en el sector servicios.

La relación entre las activas en este sector y las que perdieron su empleo, es de 1 entre 14,7 activas. Mucho más grave es la situación de las mujeres africanas, entre las cuales la relación es de 1 entre 5,22; una cifra mucho más sensible. Aunque sumemos al cómputo el conjunto de los sectores, la cifra sigue siendo de 6,47.

Entre los hombres africanos, entre los cuales merece la pena considerar agricultura, construcción y servicios, por su distribución en estos sectores, la relación entre los que perdieron su empleo y los activos en estos sectores es de 1 por cada 15,34 hombres activos; por lo que la precariedad es sensiblemente menor que entre las mujeres. Por último, las mujeres comunitarias, empleadas fundamentalmente en los servicios y en la industria, teniendo en cuenta estos dos sectores, presentan una relación de 1 entre 15,4. Observamos, pues, que el colectivo más sujeto a precariedad laboral es claramente el de las mujeres africanas.

Para terminar, observaremos los datos de personas que buscan el primer empleo, que bien pueden corresponderse con personas que han obtenido permiso de residencia recientemente o que han comenzado a buscar trabajo activamente de manera más o menos reciente. El colectivo mayor es el de las mujeres latinoamericanas, seguidas muy de cerca por las mujeres africanas. Por debajo y entre los hombres, hallamos una relación análoga. El resto de colectivos son muy escasos. Cabe decir que los que buscan empleo por primera vez son el grupo menos numerosos de todos los analizados anteriormente.

Existe una clara relación entre el trabajo agrícola y la inmigración africana, muy masculinizada. El grupo de mayor peso en varios sectores es el de los latinoamericanos, que presentan una sex ratio muy equilibrada, teniendo a más mujeres empleadas que hombres en general y muy particularmente en el sector servicios, el de mayor peso en España. El hecho de que América Latina sea el origen de aproximadamente el 35,4% de los inmigrantes en España (INE, 2025) hace que este grupo sea dominante en la mayor parte de los sectores.

Esto pone de manifiesto que los vínculos de España con los países latinoamericanos, al menos en lo que a migraciones y a transvase de mano de obra se refiere, son más fuertes que los que mantiene con los países de la UE.

Los inmigrantes comunitarios se reparten entre los sectores de manera proporcional a como estos sectores aportan al PIB y al empleo en general, observando que, en el caso de las mujeres, hay menos presencia en la construcción y la industria para engrosar más el sector servicios. Por último, queda de manifiesto que los colectivos más sometidos a la precariedad laboral son los de las mujeres, y particularmente las africanas.

1.3. Las remesas

Otro aspecto que hay que tener en cuenta es el flujo de remesas. La mayor parte de las remesas tienen como destino América Latina, coincidiendo con el origen de la mayor parte de los inmigrantes en España. Estas remesas supondrían una parte importante del PIB para muchos países en 2008. Para Bolivia, supondría el 10,1%, para Ecuador el 4,9% y para Senegal el 3% (J. A. Valero-Matas et al., 2014, p. 36). Comparando estos datos con 2026, cabe decir que las rentas secundarias (ingresos-egresos) supusieron para España en marzo de este año una salida de capitales del 1,04% del PIB (Banco de España [BdE], 2026).

Las remesas enviadas por los migrantes a sus respectivos países serían de un total de 9.500 millones de euros, lo que equivale al 0,6% del PIB. Las remesas han superado así al monto alcanzado en 2007, antes de la crisis, y son sensiblemente superiores al monto de 2013, año álgido de la misma, cuando este valor se situó por debajo de los 5.000 millones (J. A. Valero-Matas et al., 2014, p. 24). Según otros autores (G, Fanjul. et al., 2020, p. 12), los recursos sacados de las migraciones son la segunda fuente de financiación al desarrollo, lo que aparentemente choca con la opinión de J. A. Valero-Matas et al. (2014, p. 24), según la cual la mayor parte de las remesas no recibe un uso productivo.

Para Álvarez de Pedro y sus coautores (2026, p. 14), los principales países receptores de remesas desde España fueron, en primer lugar, Colombia (2.014 millones), en segundo lugar, Marruecos (1.582 millones) y en tercer lugar Ecuador (984 millones). Estos autores destacan el crecimiento de las remesas enviadas a República Dominicana y Paraguay, así como hacia Senegal.

Cabe destacar que, de los 12 países que más dinero reciben de España en remesas a principios de 2026, 8 son americanos, lo cual da cuenta de la importancia económica de los vínculos entre España y estos países y, así mismo, que la situación no ha cambiado de forma considerable desde que J. A. Valero-Matas (2014) realizara su estudio, ni tampoco desde que lo hicieran A. López Ontiveros et al. (2003).

2. LA RELACIÓN ENTRE LOS INMIGRANTES Y EL MERCADO LABORAL ESPAÑOL

2.1. El desempleo entre los migrantes

Ya muchos de los autores citados anteriormente advirtieron que la inmigración en España tuvo en la coyuntura de los 2000 un carácter marcadamente económico. Pasaremos ahora al análisis de este aspecto en la coyuntura inmigratoria actual. El número de parados entre los migrantes varones y mujeres se equilibró a raíz de la crisis de 2008, desapareciendo la tasa de paro mayor entre las mujeres. Asimismo, el número de migrantes autónomos creció como consecuencia de esa crisis. Las mujeres que trabajaban por cuenta propia se habrían incrementado realizando servicios a la comunidad y con negocios al por menor.

Los datos actuales no coinciden con la realidad de 2014 puesto que, en la actualidad, el número de los inmigrantes varones ocupados es de 1.905.900, siendo el de las mujeres de 1.611.600 en los datos recogidos por la la Encuesta de Población Activa (EPA) en el primer trimestre de 2026 (INE, 2026). Parece que los varones han recuperado, pues, el protagonismo en el mercado laboral entre los migrantes, si bien el número de mujeres ocupadas también es alto, siendo el número total de ambos colectivos bastante parejo.

Al ser el número total de inmigrantes varones activos de 2.220.600 y el de las mujeres de 2.028.200, se nos arroja una

proporción de ocupados sobre el total de activos del 85,8% entre los varones y del 79,4% entre las mujeres; siendo el total 82,6% (INE, 2026). En base a estos datos, la tasa oficial de paro recogida por el INE (2026) para la población extranjera sería de 14,2% para los varones, 20,5% para las mujeres y un 17,2% para ambos sexos (Ministerio de Trabajo y Economía Social [MITES], 2026).

Llegados a este punto, es importante comparar estos datos con los de los nativos en lo que al paro se refiere, para contrastarlos con los de 2008 y 2013. Así, según el INE (2026), los varones españoles presentan una tasa de paro de 8,51%, mientras que las mujeres presentan un 10,66%, arrojando un total de 9,52%. Comparando las tres coyunturas, observamos que la situación de los migrantes ha mejorado con respecto a 2008 y 2013, presentando una mejoría de 4,1 puntos porcentuales con respecto a 2008 y de unos impresionantes 19,3 puntos porcentuales con respecto a 2013.

Ahora bien, con respecto al colectivo de españoles, el colectivo de inmigrantes sigue a la zaga. En 2008, los españoles presentaban una tasa de paro del 12% y en 2013, una tasa del 22%. Por tanto, el desempleo entre los migrantes superaba al de los españoles en 9,3% en 2008 y se incrementó la brecha hasta el 14,5% en 2013. Actualmente la cifra es mucho más templada, aunque persiste. El desempleo extranjero supera al español en 7,62% en el cómputo de ambos sexos; la diferencia se reduce al 5,69% si comparamos solo a los varones y se amplía al 9,84% en el caso de las mujeres.

Los datos de J. A. Valero-Matas (2014, p.12), contrastados con los actuales, no pueden más que remitirnos a las conclusiones extraídas por A. Gil Olcina et al. (2001) y A. López Ontiveros (2003) para la coyuntura anterior a la crisis de 2008.

Primero, la inmigración en España se mueve al vaivén de las dinámicas económicas. Segundo, puede presumirse que las causas laborales son las más comunes entre las nuevas inmigraciones que se desarrollan en la coyuntura actual y en el futuro inmediato. Tercero, los inmigrantes siguen ejerciendo trabajos más inestables y precarios, vistas las tasas de paro de los mismos comparadas con las españolas.

En resumen, en un sentido laboral, las inmigraciones actuales no pueden verse más que como una continuación de las que se produjeron en la coyuntura de los 2000 anterior a la crisis, no siendo esta más que un paréntesis en las cuales se congelaron los flujos inmigratorios como consecuencia de la recesión sufrida por la economía española y no teniendo reanudación hasta 2016.

2.2. Tasa de actividad entre la población migrante

El porcentaje de población activa o tasa de actividad entre las comunidades migrantes es un aspecto fundamental en la economía de los inmigrantes como la de España en general. Los inmigrantes tienden a ofrecer valores muy altos. Se observa un 62,24% en las mujeres, 75,41% en los hombres y un 68,49% en total (INE, 2022).

Los españoles, por su parte arrojan cifras de 51,69% para las mujeres, 60, 84% para los hombres y 56,19% en total; cifras mucho más bajas en todos los aspectos (INE, 2022). Pero si nos ceñimos a las edades más productivas, que son las comprendidas entre los 16 y los 44 años, como ya ha hecho C. González Enríquez (2019), se arrojan los siguientes resultados. Esta autora obtuvo en 2019 que los nacidos fuera de España supusieron el 21% de la población en esa franja de edad y el 24% entre los 30 y los 34, aproximadamente (C. González Enríquez, 2019, p. 2).

Los datos del Padrón Continuo en el primer trimestre de 2026 arrojan los siguientes datos. Los españoles de entre 25 y 34 años son 4.530.000, los extranjeros son 1.589.000, lo cual supone un porcentaje del 25,9%.

La franja de los 16 a los 44 años arroja los siguientes resultados, los extranjeros son 3.541.900, los españoles son 12.521.000, lo que arroja un resultado del 22% de extranjeros, sin contar a los ciudadanos españoles nacidos en otros países (INE, 2026). Partiendo de la base de que C. González Enríquez (2019) utiliza la misma fuente que nosotros en su versión de 2018, cabe concluir que estos valores han aumentado de una manera muy leve, es decir, que los inmigrantes han ganado un ligero peso en la población activa de España desde 2018 hasta la actualidad.

2.3. Distribución de los migrantes por sectores de actividad

En lo que se refiere a los sectores de actividad, ¿se mantienen las dinámicas observadas por A. López Ontiveros et al. (2003) y por A. Gil Olcina et al. (2001)? Veamos: estos autores ya nos señalaban que los inmigrantes venían a ocuparse en los trabajos no cualificados (agricultura, hostelería, cuidados personales, construcción etc.), como queda dicho más arriba. Pues bien, el Padrón Continuo nos arroja los siguientes resultados para marzo de 2026:

Resultados nacionales		
Activos		
Activos por nacionalidad, sexo y sector económico		
Unidades: Miles Personas		
	Española 2026T1	**Extranjera: Total 2026T1**
Hombres		
Agricultura	453,6	206,5
Industria	1.893,1	288,8
Construcción	970,5	433,9
Servicios	6.582,3	1.190,4
Parados que han dejado su último empleo hace más de 1 año	308,3	70,6
Parados que buscan primer empleo	85,0	30,4
Mujeres		
Agricultura	178,6	57,8
Industria	744,3	132,2
Construcción	123,1	20,6
Servicios	7.539,2	1.625,7
Parados que han dejado su último empleo hace más de 1 año	356,8	149,1
Parados que buscan primer empleo	89,7	42,8

Fuente: elaboración propia a partir de la EPA (INE, 2026)

En agricultura, los extranjeros varones suponen un 31,2% de los ocupados, en la construcción suponen un 30,8%, en la industria suponen un 13%, mientras que en los servicios suponen un 15%. Hay que tener en cuenta que el sector servicios supone en torno al 76% del empleo en España

(INE 2026) y que se trata de un sector tremendamente heterogéneo que incluye franjas salariales muy dispares. Estos datos coinciden con los de 2020 (L. Camarero. y R. Sampedro. 2020).

Entre las mujeres, los mayores porcentajes se hallan en la agricultura (24,4%) y en los servicios (17,7%), sector en el que, además, el número absoluto de mujeres supera al de hombres, a pesar de que la tasa de actividad global es sensiblemente menor entre las primeras, como dijimos antes. Los dos primeros datos nos remiten directamente a A. Gil Olcina et al. (2001) y A. López Ontiveros et al. (2003); no solo los migrantes están ligados a los empleos no cualificados, sino que además la tendencia se ha reforzado con respecto a la coyuntura anterior a la crisis económica. En este sentido, de nuevo, podemos interpretar la coyuntura actual como una fase más desarrollada de la ya vista hacia el año 2000.

Con respecto al sector servicios, podemos partir del conjunto de ambos sexos debido a la alta presencia de ambos tanto en inmigrantes como en españoles. Los primeros representan el 19,9% de los empleados en el sector, es decir, casi una quinta parte. Por ende, son asimismo un sector de población ocupada fundamental para el sector servicios, que, como se ha dicho, es el de mayor peso de la economía española.

Pasemos ahora al análisis de los parados, en primer lugar, llama la atención cómo el número de mujeres que han dejado su último empleo en los últimos 12 meses es más del doble que el de hombres. Entre los varones, este colectivo de inmigrantes representa el 18%, entre las mujeres, el 29,4%. Observamos que la inestabilidad laboral es sensiblemente más alta para ellas.

En un cómputo global, el 24,8% de la población activa que perdió su empleo desde marzo de 2025 hasta marzo de 2026, eran extranjeros: casi una cuarta parte (INE, 2026). Entre los extranjeros, los que perdieron su empleo en el último año representan el 5,17%; entre los españoles, representan el 3,44% (INE, 2026).

Se observa una ligera tendencia de los extranjeros a perder su empleo con respecto a los españoles. En cuanto a aquellas personas que buscan su primer empleo, entre los varones, son extranjeros el 26,3%; entre las mujeres, lo son el 32%.

En el cómputo de ambos sexos, el 29,5% de personas que buscan empleo por primera vez en España son extranjeras (INE, 2026). Estos datos tienen el defecto de no contemplar el trabajo informal y se complementan asimismo con los datos relativos al desempleo entre los inmigrantes que dimos anteriormente. Sin embargo, teniendo en cuenta que el trabajo informal es más común entre los inmigrantes, es de suponer que muchas de las personas que constan como desempleados para el INE, en realidad no lo sean (INE, 2026).

3. RELACIÓN DE LAS INMIGRACIONES CON EL RÉGIMEN FISCAL ESPAÑOL

3.1. Los inmigrantes y el trabajo informal.

En 2020, alrededor de 300.000 extranjeros extracomunitarios trabajaban de manera informal (G. Fanjul. et al., 2020, p.12). Esto suponía un 19% del total. Además, muchos migrantes trabajarían informalmente a pesar de tener permiso de residencia con derecho a trabajar, o combinarían ambos tipos de trabajo. Si bien, se afirma que el grado de empleo informal desciende desde la coyuntura de principios de los 2000.

Ciertos sectores son especialmente dados al empleo informal, particularmente el servicio doméstico, que como puede inferirse del cuadro

anterior, es mayormente ejercido por mujeres latinoamericanas.

En este sector se daría el 30% del trabajo informal. La hostelería, de la que puede decirse otro tanto, sería responsable, según ellos, del 29% del empleo informal (G. Fanjul, et al., 2020, p. 12). Se muestra un fantástico trazado de seis perfiles en el que se ven las ocupaciones más típicas del inmigrante con empleo informal. Entre las mujeres destacan la hostelería y el servicio doméstico. No podemos ignorar la relación que esto tiene con la precariedad laboral sufrida por las mujeres inmigrantes conforme al último cuadro analizado. Entre los hombres, por su parte, la industria, la construcción y, de nuevo, la hostelería.

Esta mano de obra abundante, socioeconómicamente vulnerable y por ello más barata que la nacional, retomando la opinión de A. Gil Olcina (2001, p. 234), es un elemento importante para explicar el funcionamiento de la economía española en las últimas décadas y en el presente. Estos migrantes contribuyen grandemente al crecimiento de la economía.

Estudios estadísticos citados por G. Fanjul. y sus coautores (2020, p. 13) afirman que sólo los inmigrantes irregulares aportan entre un 0,5 y un 1% del PIB. Además, el colectivo de inmigrantes en su conjunto es muy numeroso en aquellas ocupaciones que la propia Comisión Europea ha venido en llamar "sectores esenciales" (transportes, agricultura, infraestructuras, etc.), un 15% del total según J. Fernández-Huertas Moraga (2020, p.65).

Fanjul, G. y sus coautores (2020, p. 18) se limitan a decir que 1 de cada 2 inmigrantes irregulares (el 46% de los inmigrantes extracomunitarios) se dedica a una ocupación esencial, sin entrar a desentrañar qué porcentaje del total de trabajadores en ellos empleados constituyen.

Pero luego, pasa a desglosar por orígenes: el 50% de latinoamericanos y el 47% de los africanos están empleados en ellos. Los españoles por su parte solo lo están en un 35%. En el grupo de "limpiadores y asistentes" tendríamos a un 40%, en la minería y construcción un 20%, en los cuidados personales a un 12% (G. Fanjul et al., 2020, p.18).

A pesar de que los datos de ambas obras parecen contradecirse en lo cuantitativo, todos los autores se percatan de la paradoja de que, siendo efectivamente ocupaciones cruciales para el normal funcionamiento de la sociedad, son de manera sistemática las peores pagadas. Es decir, los inmigrantes cubren en gran medida, y en mayor proporción que los españoles, estos trabajos más básicos para la economía y, quizá por ello, peor pagados y con condiciones más precarias.

3.2. Los inmigrantes, la política fiscal y las regularizaciones extraordinarias

En este contexto, se ha generado en España un debate acerca de la conveniencia de regularizar a los inmigrantes irregulares. Se han llevado a cabo en España dos regularizaciones extraordinarias de migrantes. Una fue en 2005 bajo el gobierno presidido por J. L. Rodríguez Zapatero. La segunda ha sido realizada recientemente en el presente año de 2026, de modo que no es posible valorar aún sus efectos. En términos generales, la bibliografía consultada es favorable a la regularización. G. Fanjul et *al.* (2020, p.14) estiman que cada inmigrante irregular tiene un costo para las arcas del Estado de aproximadamente 2.000 euros anuales de media.

La cifra puede variar en función del perfil, desde 460 euros en varones jóvenes a 3288 euros en mujeres adultas superiores a 35 años con menores a su cargo. Si se regularizaran, su aportación neta aumentaría en 3250 euros de media:

2441 euros en el caso de mujeres jóvenes si se dedica a los cuidados y 5000 euros en el de hombres entre 25 y 35 años si se dedica a la manufactura o la construcción.

En esta línea, J. Montas (2020, p. 71), advierte que la inmigración joven y cualificada, así como el evitar el trabajo informal, aumenta la tributación de los migrantes. En 2005, el aumento medio de aportación neta fue de 4200 euros por persona (G. Fanjul et *al.*, 2020, p. 16). Si bien es cierto que la bibliografía no ofrece un consenso respecto a esta cifra. J. Fernández-Huertas Moraga (2020, p.71), por su parte, da una cifra de 4.000 euros mientras que J. (2020, p.71) estima que la aportación promedio fue de 5.000 euros aproximadamente. J. Monras (2020, p.71), estima que una regularización en el año 2020 habría conllevado un aumento de la aportación neta de 3.000 a 3.500 euros.

Los hogares formados íntegramente por españoles aportan unos 2.400 euros de media al fisco, según G. Fanjul et *al.* (2020, p. 14). Los inmigrantes en su mayoría son más jóvenes y tienen menos gastos de carácter educativo y sanitario, además de que las tasas de retorno muestran que los inmigrantes envejecidos tienden a volver a sus respectivos países, como observa J. Monras (2020, p. 71).

Llegados aquí, es necesario exponer el debate de hasta qué punto es positivo para el fisco la presencia de inmigrantes en España. J. Fernández-Huertas Moraga. (2020, p.18) viene a recordar lo necesario de la inmigración para mantener el sistema de pensiones. G. Fanjul et *al.* (2020, p. 14) hace un balance según el cual los hogares compuestos exclusivamente por inmigrantes extracomunitarios reciben 400 euros más en materia de servicios sociales de diferente índole que los formados solo por españoles, porque los hogares españoles tienen mayores ingresos, gastan más dinero y tienen menos hijos.

Esto ha originado una reacción de repulsa por parte de ciertos sectores sociopolíticos, que consideran que los inmigrantes conllevan un gasto extra en servicios públicos. Como se ha demostrado, el balance de aportación fiscal neta es positivo. Sin embargo, J. Monras (2020, p. 72), señala también el hecho de que la productividad de los inmigrantes es inferior a la de los nativos.

En suma, en términos generales se estima que la presencia de los inmigrantes en España es beneficiosa para la Hacienda pública, sobre todo cuando se les regulariza, ya sea por vía ordinaria o extraordinaria. Ahora bien, es necesario que el mercado laboral se halle en condiciones de absorber toda la mano de obra que se incorpora al trabajo formal en el momento de realizar una regularización extraordinaria. Si se da el caso, no se debe considerar la medida como una puesta a cero del contador de la inmigración irregular en España, sino una forma de optimizar la eficiencia económica y fiscal del Estado. (G. Fanjul et *al.*, 2020, p.14)

No podemos pasar por alto que 2020 fue el año de mayor impacto de la Covid-19, también en el sentido económico, como tampoco podemos pasar por alto las características propias del mercado laboral español en lo que al aprovechamiento de la cualificación de la mano de obra inmigrante se refiere.

Muchos inmigrantes licenciados se ven obligados a trabajar en empleos no cualificados. Si bien esto es un fenómeno que sufren los nativos en un 10% de sus efectivos ocupados, mucho más lo sufren los inmigrantes, con un 25%. (J. Monras., 2020, p. 63)

3.3. Repercusiones económicas de la inmigración sobre la población autóctona

En este sentido, sí que la bibliografía parece llegar a un consenso, tanto en el año 2000 como hoy. J. Fernández -Huertas Moraga (2020, p.63) afirma que esta inmigración no tiene consecuencias negativas para aquellos españoles que ejercen trabajos cualificados, pero sí para aquellos que ejercen trabajos no cualificados, aunque esto solo en el corto plazo, puesto que, si bien el aumento de la mano de obra lleva a la reducción de los salarios, la aportación fiscal y la productividad de la población migrante redundará en un mayor bienestar para la economía española en su conjunto. J. Monras (2020, p. 10), citando a Foged y Peri (2016), afirma que la inmigración empuja a los nativos a hallar empleos mejores o más cualificados, lo que le lleva a advertir que "los inmigrantes no parecen estar robando empleos a los nativos" (p.12). Esto refuerza la división étnica del trabajo, relacionado con la alta tasa de degradación de su cualificación que sufren muchos inmigrantes al ser empleados.

Otra repercusión crucial de carácter económico que está íntimamente ligada a las migraciones es la distribución geográfica de la población, particularmente entre las ciudades, y más particularmente, con el precio de la vivienda. J. Montas. (2020, p.14) ya advierte que la inmigración se concentra mayormente en aquellos espacios urbanos donde la vivienda es más cara, lo cual está ligado a la masa monetaria allí existente, y por tanto a mayores salarios.

Eso sí, este comportamiento está ligado a migraciones individuales donde el inmigrante, por lo general joven y sin cargas familiares, al menos en el lugar de destino de la migración, trabaja y, por tener bajos gastos relativos, puede ahorrar gracias al alto salario, también relativo, que en esa ciudad recibe. Por el contrario, las inmigraciones familiares tienden a evitar estas zonas donde el mercado de la vivienda está tan tensionado, redistribuyéndose por otras partes del territorio. Esto ha sido visto como una oportunidad para contrarrestar el problema de la "España vacía", aunque esta idea ya fue mencionada por A. Gil Olcina, (2003). J. Monras, (2022, p.70) señala que la política del mercado de la vivienda, cualquiera que esta sea, tendrá efectos sobre los flujos migratorios.

Este autor da gran importancia a la urbanidad de la inmigración, puesto que, según afirma, los inmigrantes que trabajan en grandes ciudades, que son los espacios más productivos, aumentan la productividad de las mismas.

Por tanto, afirma que los inmigrantes son menos productivos que los autóctonos, pero aumentan la productividad de los lugares más productivos, que son las principales ciudades.

Esto, sumado al tensionamiento que en consecuencia allí se provoca sobre el mercado de la vivienda, ha hecho que la mano de obra no cualificada autóctona haya paralizado sus migraciones hacia las grandes urbes, dejando ese espacio a los inmigrantes extranjeros.

Se puede también hacer una valoración positiva de la inmigración en términos económicos, pero esta vez del medio rural, donde los inmigrantes igualmente tienen una fuerte presencia gracias a su protagonismo en la mano de obra agrícola e industrial.

CONCLUSIÓN

La valoración general que se puede hacer de la inmigración, es la de un fenómeno en general positivo y altamente aprovechable pero que, sin embargo, es necesario gestionar con acierto debido a las repercusiones que tiene sobre el conjunto de la economía. De nuestro trabajo puede inferirse que la inmigración no aumenta el paro, paraliza la movilidad geográfica de nativos, fomenta la laboral, encarece las grandes ciudades y perjudica a los nativos poco cualificados en el corto plazo.

El desarrollo económico ha hecho que la población autóctona aspire a puestos de trabajo de mayor cualificación y mejores condiciones. Dejan así el paso a la mano de obra inmigrante para que ocupe los puestos no cualificados. La buena integración de estos en el mercado y la sociedad española es uno de los retos del país a medio y largo plazo.

Es decir, encontramos una causa económica del fenómeno e intuimos unas repercusiones de tipo social de un gran calado en la demografía, la geografía y la historia españolas.

Nosotros, por nuestra parte, podemos concluir que, estructuralmente, el modelo migratorio español se ha seguido desarrollando en el mismo sentido desde los años 90. Se trata de migración por causas económicas y laborales, compuestas por personas que ejercen trabajos no cualificados, a menudo precarios e inferiores al nivel de cualificación del migrante. Sí que ha variado en su composición por sexos.

Al principio era una inmigración masculina, durante la crisis las mujeres asumieron el protagonismo a nivel laboral. A partir de 2016 la participación laboral de ambos sexos se equilibró, hasta hoy. Sin embargo, las mujeres siguen sufriendo mayor inestabilidad laboral, sobre todo las africanas. Las remesas testimonian el aumento del volumen de trabajo realizado por los inmigrantes. América Latina ha demostrado seguir siendo la principal región de origen, aunque los países emisores han cambiado, ganando peso Colombia y Venezuela.

Los inmigrantes constituyen una mano de obra no cualificada barata y abundante que mantienen efectivos los sectores esenciales y competitivo al sector terciario español. Puede hablarse de una división étnica del trabajo en algunos sectores, particularmente en el agrícola intensivo.

En suma, los inmigrantes aportan a la economía gran cantidad de mano de obra. Regularizarlos conviene al Estado para optimizar los recursos a través del sistema fiscal. Los mayores perjudicados por la inmigración serían los autóctonos que ejercen trabajos no cualificados, pero solo mientras los efectos del trabajo inmigrante no se traducen en desarrollo económico.

Un tema más sensible es el papel de la inmigración urbana al problema de la vivienda en España. Estimamos que toda política destinada a solucionar este problema, habrá de tener en cuenta el factor de la inmigración.

BIBLIOGRAFÍA

ÁLVAREZ DE PEDRO Francisco Javier, ANDRINO Isabel y HADDAD RAMEH Carlos, 2026, La Balanza de Pagos y la Posición de Inversión Internacional de España en 2025, (Notas Estadísticas N.º 26), Madrid, Banco de España, [en línea] https://doi.org/10.53479/43585, consultado el 20/07/2026.

BANCO DE ESPAÑA, 2025, «La Balanza de Pagos y la Posición de Inversión Internacional de España en 2024», Boletín Económico, n.° 2025/T3, art. 05, [en línea] https://doi.org/10.53479/40445, consultado el 20/07/2026.

BANCO DE ESPAÑA, 2026, Balanza de Pagos. Cuenta corriente y de capital (Capítulo 17), [en línea] https://www.bde.es/webbde/es/estadis/infoest/htmls/cap17.html, consultado el 20/07/2026

CAMARERO Luis y SAMPEDRO Rosario, 2020, La inmigración dinamiza la España rural, Barcelona, Observatorio Social La Caixa.

CAMARERO Luis, 2023, «Población extranjera y vertebración territorial en la España rural», Revista de Estudios Agrosociales y Pesqueros, n. 258, pp. 45-72.

FANJUL Gonzalo (dir.), 2020, Extranjeros sin papeles e imprescindibles: Una fotografía de la inmigración irregular en España, Madrid, Universidad Carlos III de Madrid/Fundación por Causa.

FEDERACIÓN SUR ACOGE, 2025, Resumen de actividades 2025: Memoria institucional, [en línea] https://acoge.org, consultado el 15/07/2026

FERNÁNDEZ-HUERTAS MORAGA Jesús, 2020, «Inmigración y políticas migratorias en España», Mediterráneo Económico, n.° 33-34, pp. 53-71.

FOGED Mette y PERI Giovanni, 2016, « Immigrants and Native Workers: New Analysis Using Longitudinal Employer-Employee Data», American Economic Journal: Applied Economics, vol. 8, n.° 2, pp. 1-34.

GIL OLCINA Antonio (coord.), 2001, *Geografía de España, Barcelona*, Editorial Ariel.

GIL OLCINA Antonio, 2003, «Nuevas dinámicas migratorias y reestructuración territorial en España», Scripta Nova, vol. 7, n° 140, pp. 12-29.

GONZÁLEZ ENRÍQUEZ Carmen, 2019, «Inmigración en España: una nueva fase de llegadas», (Análisis del Real Instituto Elcano [ARI] N.º 28/2019), Madrid, Real Instituto Elcano.

INSTITUTO DE ESTADÍSTICA Y CARTOGRAFÍA DE ANDALUCÍA (IECA), 2022, Anuario Estadístico de Andalucía 2022, Sevilla, Junta de Andalucía

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), 2022, Padrón municipal continuo a I de enero de 2022, Madrid, INE.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), 2023, Activos por sexo, nacionalidad y sector económico, Madrid, INE.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), 2025, Censo anual de población 2025. Población y edad media por país de nacionalidad, Madrid, INE.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), 2026, Encuesta de Población Activa (EPA): Primer trimestre de 2026, Madrid, INE

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), 2026, Población por nacionalidad, sexo y grupo de edad (Tabla 65065), Encuesta de Población Activa, Madrid, INE, [en línea] https://www.ine.es/jaxiT3/Datos.htm?t=65065, consultado el 18/07/2026.

LÓPEZ ONTIVEROS Antonio (coord.), 2003, *Geografía de Andalucía, Barcelona*, Editorial Ariel.

MINISTERIO DE TRABAJO Y ECONOMÍA SOCIAL (MITES), 2026, Informe trimestral de extranjeros y mercado de trabajo, (N.°9 - Primer Trimestre de 2026), Madrid, Subdirección General de Estadística y Análisis Sociolaboral.

MONRAS Joan, 2020, «El impacto económico de la inmigración en

España», Papeles de Economía Española, n.º 165, pp. 60-76.
MONRAS Joan, 2023, «La inmigración en España: dinámicas laborales y territoriales», Papeles de Economía Española, n.º 176, pp. 57-73.
RINKEN Sebastián, 2019, «Actitudes ante la inmigración y comportamiento electoral en España», Anuario CIDOB de la Inmigración 2019, pp. 68-81, [en línea] https://doi.org/10.24241/AnuarioCIDOBInmi2019.68, consultado el 18/07/2026.

Numéro 22 Septembre 2026
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

e.ISSN 2709-5053 i.ISSN 3106-4914

HARIS N°22 Septembre 2026